

Communiqué de presse

Agrocarburants : la boudruche se dégonfle...

lundi 17 décembre 2007, par [Confédération paysanne](#) (Date de rédaction antérieure : 22 novembre 2007).

Sommaire

- [Un ministère de l'écologie \(...\)](#)
- [REVISION DE L'ETUDE ADEME \(...\)](#)

A l'heure où la filière éthanol de maïs aux USA commence à s'essouffler, sa rentabilité étant compromise par l'augmentation du prix de la matière première, et ce malgré un soutien public considérable, en France les pouvoirs publics et les industriels ne parviennent pas à s'entendre sur le montant de la défiscalisation à accorder aux agrocarburants pour 2008.

D'un coté, les éthanoliers réclament une hausse de la défiscalisation dont bénéficie l'éthanol (1), au motif que la matière première agricole est aujourd'hui beaucoup plus chère. Au contraire, le gouvernement souhaite diminuer son niveau actuel et ainsi permettre des économies substantielles pour le budget de l'état. . L'état considère en effet que les agrocarburants deviennent nécessairement plus compétitifs par rapport aux carburants classiques puisque le prix du pétrole augmente fortement.

Pourtant, dès 2002, les données utilisées pour le scénario prospectif 2009 de l'étude ADEME - DIREM auraient pu permettre d'établir que les bilans énergétiques de ces filières demeureraient trop médiocres pour que l'on puisse espérer un jour obtenir des coûts de production compétitifs par rapport aux carburants d'origine pétrolière. Mais il aurait, bien sur, fallu pour cela s'affranchir des grossiers artifices de calcul de l'étude en question qui ont permis d'aboutir à des bilans suffisamment honorables pour justifier la politique engagée.

La Confédération Paysanne rappelle par ailleurs que si aujourd'hui la filière Ester Méthylique d'Huile Végétale, plus connue sous son nom commercial de Diester, paraît moins vulnérable que les filières éthanol, ce n'est pas grâce à son bilan énergétique à peine moins médiocre que celui de l'éthanol, mais tout simplement parce que le coût du soutien public à cette filière est déjà supporté principalement par l'automobiliste, plus que par le budget de l'état. Au total, le coût pour la collectivité de cette filière est très supérieur à celui de la filière éthanol.

La Confédération Paysanne engage donc les pouvoirs publics à revoir l'utilisation des moyens qu'ils consacrent au soutien de ces filières, pour les réorienter vers des projets plus efficaces pour réduire notre consommation de carbone fossile, et, par voies de conséquences, nos émissions de gaz à effet de serre. L'agriculture paysanne, plus économe en énergie, répond à ces enjeux.

(1) Cette défiscalisation qui est en fait une aide versée sur le budget de l'état est de 0,33 €/Litre pour l'éthanol et 0,25 €/Litre pour le Diester.

Un ministère de l'écologie sous la coupe du lobby de l'éthanol ?

Communiqué de presse - 19 juin 2007

Voici quelques semaines, la Confédération paysanne avec d'autres associations obtenait la révision de l'« étude » ADEME - DIREM 2002 sur les bilans énergétiques et gaz à effet de serre des filières industrielles de « bio » carburants. Un appel d'offre pour sélectionner le bureau d'étude chargé de ce travail devait être lancé cet été, et les résultats publiés avant la fin de l'année.

Nous apprenons maintenant que cette révision n'est plus à l'ordre du jour, et que l'appel d'offre ne sera pas ouvert. La décision a été prise par le Ministère de l'Environnement, du Développement et de l'Aménagement Durables.

La Confédération paysanne rappelle que cette étude fallacieuse, effectuée par la société Ecobilan, membre du département Développement Durable de Price Waterhouse Coopers, par notamment l'utilisation de conventions de calcul inappropriées pour l'analyse de cycle de vie des agrocarburants, est la seule qui aboutisse à des bilans suffisamment positifs pour justifier l'effort considérable que la collectivité accorde à ces filières. Elle constitue l'unique alibi scientifique du lobby des « bio » carburants et a été déterminante pendant les débats parlementaires qui ont conduit à l'adoption du plan Biocarburants proposé par le gouvernement Raffarin.

La Confédération Paysanne s'alarme des dégâts occasionnés dans le monde par le développement des cultures énergétiques, et notamment la concurrence déjà très vive qu'elles exercent sur la production alimentaire alors que nous n'en sommes qu'à 2 % d'incorporation d'agrocarburants. Elle demande donc au nouveau ministère de l'Environnement et à celui de l'Economie et des Finances que la vérité soit faite au plus vite sur l'impact réel de ces filières sur les économies de carbone fossile et d'émissions de gaz à effet de serre, au regard des coûts multiples qu'elles génèrent, et du risque de pénurie alimentaire pour demain.

REVISION DE L'ETUDE ADEME (1) -DIREM 2002 : On prend les mêmes et on recommence !

Communiqué de presse - 2 août 2007

Le 20 juillet était discrètement publié sur le site de l'ADEME l'appel d'offre concernant la révision de l'étude ADEME-DIREM PWC 2002.

C'est l'unique alibi scientifique du lobby des « bio » carburants dont la Confédération Paysanne, avec d'autres, contestait la validité. Cet appel d'offre, qui avait été annoncé par l'ADEME en avril, sera clos le 30 Août 2007, ce qui laisse fort peu de temps aux bureaux d'études pour y répondre.

Selon le cahier des charges proposé par l'ADEME et l'IFP (Institut Français du Pétrole), le bureau d'étude retenu devra

- d'abord présenter l'influence sur les résultats obtenus selon que l'on utilise telle ou telle méthode pour effectuer les calculs des bilans énergétiques et effet de serre des filières de production d'agrocarburants. Ces calculs sont aujourd'hui très controversés.
- ensuite, le comité technique de l'étude décidera d'une méthode

Ce comité technique est constitué essentiellement de représentants des structures déjà présentes au comité de pilotage de l'étude ADEME-DIREM 2002 et ayant toutes peu ou prou des intérêts dans le développement des agrocarburants,

La Confédération Paysanne s'étonne de cette curieuse façon de procéder : est-ce que ce sont les candidats au baccalauréat qui décident de la façon dont leur copie sera notée ?

La bonne méthode pour effectuer les bilans énergétiques et environnementaux d'une filière de production d'agrocarburants n'est pas la méthode qui permet d'obtenir des bilans suffisamment positifs pour justifier des niveaux de soutiens publics élevés.

La bonne méthode est celle qui rend le mieux compte de son impact dans le tissu économique, de sa consommation de carbone fossile et d'émissions de polluants et de gaz à effet de serre.

La Confédération Paysanne constate qu'il ne manque plus que le marché soit attribué au cabinet Ecobilan de la société Price Waterhouse Coopers pour que la sinistre farce de 2002 puisse se reproduire à l'identique...

Une seule association a obtenu de siéger au comité technique. Il s'agit du Réseau Action Climat - France, une des premières ONG à avoir fait part de ses réserves sur le plan « Bio » carburants. Elle pourra envoyer un(e) unique représentant(e) aux réunions du comité technique, où il (elle) n'aura sans doute pas la partie facile. La Confédération Paysanne lui adresse dès à présent tous ses encouragements.

1 : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Contact :

Jean-Jacques Bailly, Responsable du dossier « Agrocarburants » : 06 80 13 44 41

Jacques Pasquier, Secrétaire national de la Confédération paysanne : 06 72 44 14 83